

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 4186

[C — 2003/201650]

24 OCTOBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 concernant l'octroi d'allocations de déménagement et de loyer en faveur de ménages en état de précarité et de personnes sans abri en vue d'instaurer, dans le cadre du plan d'action pluriannuel relatif à l'habitat permanent dans les équipements touristiques, une allocation d'installation

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, notamment l'article 2 et le § 3 de l'article 14, tel qu'il résulte de sa modification par l'article 23 du décret du 15 mai 2003;

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 concernant l'octroi d'allocations de déménagement et de loyer en faveur de ménages en état de précarité et de personnes sans abri, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 7 septembre 2000, 27 mars 2001 et 13 décembre 2001;

Considérant que le Contrat d'avenir pour la Wallonie réaffirmant le principe d'égalité des chances marquera l'ensemble de la politique gouvernementale « et que la qualité de la vie quotidienne des femmes et des hommes de Wallonie, celle de leur milieu, celle de leur cadre de vie, de leur mobilité, sera une préoccupation constante du Gouvernement »;

Considérant que, dans la fiche 43 « Logement »; le Gouvernement estime que « la politique du logement pourrait contribuer activement à une bien meilleure satisfaction des besoins d'occuper un logement décent pour les 8.500 résidents permanents dans les campings et les parcs résidentiels; les populations économiquement précarisées y vivent parfois dans des conditions incompatibles avec la dignité humaine. Le Gouvernement propose d'élaborer un plan pour rencontrer cette problématique. »;

Considérant que le Plan d'action pluriannuel relatif à l'habitat permanent dans les équipements touristiques de Wallonie ci-après dénommé « le Plan H.P. », a été adopté le 13 novembre 2002 et a fait l'objet d'un appel à projets auprès des communes wallonnes, sur décision du Gouvernement wallon du 10 avril 2003;

Considérant qu'en date du 18 septembre 2003, le Gouvernement wallon a approuvé les conventions de partenariat relatives au plan HP des 27 communes reprises en annexe au présent arrêté;

Considérant que ce plan s'appuie sur un ensemble d'initiatives menées ou soutenues par la Région wallonne depuis 1992 et notamment sur un inventaire descriptif réalisé par la Fondation Roi Baudouin en 1999;

Considérant que ce plan prévoit, parmi diverses pistes d'action visant à répondre au problème de logement rencontré dans les zones concernées, l'instauration d'une prime accordée aux ménages d'habitants permanents relogés dans un logement salubre;

Considérant que le Gouvernement, pour l'application du présent arrêté, considère que, en application de l'article 143, alinéa 1^{er}, du décret du 15 mai 2003, le § 3 de l'article 14 du Code wallon du Logement, tel qu'inséré par l'article 23 du décret du 15 mai 2003, est entré en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 10 juin 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 avril 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 mai 2003;

Vu l'avis 35.733/2/V du Conseil d'Etat, donné le 6 août 2003;

Sur la proposition du Ministre Logement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 concernant l'octroi d'allocations de déménagement et de loyer en faveur de ménages en état de précarité et de personnes sans abri, l'article 2 est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Une allocation est accordée aux ménages quittant, pour un logement salubre, une habitation qu'ils occupaient de manière permanente dans un équipement touristique ci-dessous mentionné, situé sur le territoire d'une commune visée en annexe du présent arrêté, engagée dans une convention de partenariat avec la Région wallonne :

1° soit sur un terrain de camping-caravaning tel que visé par l'article 1^{er} du décret du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de camping-caravaning;

2° soit dans un parc résidentiel de week-end ou un village de vacances, tel que visés par les articles 141 et 144 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, ou sur tout autre terrain à vocation de loisirs, sis dans une zone inondable telle que déterminée par l'inventaire réalisé par la Région wallonne et la Fondation Roi Baudouin en 1999 à partir des renseignements recueillis auprès des communes ou telle que définie par le Gouvernement.

Cette allocation est cumulable avec les allocations de déménagement et de loyer visées au présent article. »

Art. 2. A l'article 4, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 3, les mots « Pour l'application de l'article 2, §§ 1^{er} et 2, » sont ajoutés avant les mots « A la date de prise en location »;

2° il est inséré un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Pour l'application de l'article 2, § 3 :

1° le demandeur doit être âgé de 18 ans au moins ou émancipé;

2° le demandeur doit occuper, depuis le 1^{er} janvier 2002 au moins, une habitation dans un équipement touristique visé à l'article 2, § 3. Cette occupation est prouvée soit par son inscription au registre de la population ou au registre des étrangers, soit par une attestation de la commune ou du CPAS;

3° le demandeur ou le membre du ménage propriétaire de l'habitation quittée doit, en outre, céder gratuitement ce droit de propriété à la commune sur laquelle est implantée l'équipement touristique visé à l'article 2, § 3, ou autoriser, par écrit, la démolition de cette habitation par la commune susmentionnée. La démolition peut également intervenir par décision du bourgmestre en application des articles 133 et 135 de la loi communale ou de l'article 7 du Code du Logement;

4° le demandeur ou le membre du ménage locataire de l'habitation quittée doit, en outre, résilier le contrat le liant avec le ou les propriétaires de l'habitation;

5° les revenus du ménage dont un membre est demandeur ne peuvent excéder ceux des ménages à revenus moyens au sens de l'article 1^{er}, 31^o, du Code wallon du Logement »

Art. 3. L'article 5 du même arrêté, dont le premier alinéa formera le paragraphe 1^{er} et les alinéa 2 à 6 formeront le paragraphe 2, est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. L'allocation visée à l'article 2, § 3 s'élève à € 5.000 si au moins un membre du ménage est propriétaire de l'habitation quittée. Elle s'élève à € 1.240 si aucun membre du ménage n'est propriétaire de l'habitation quittée.

Elle est majorée de € 250 par enfant à charge.

Cette allocation n'est octroyée qu'une seule fois par ménage. »

Art. 4. Dans l'article 7, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « Pour l'application de l'article 2, §§ 1^{er} et 2, » sont ajoutés avant les mots « La demande d'allocation est adressée... ».

Art. 5. Un article 7bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« § 1. Pour l'application de l'article 2, § 3, la demande est adressée à l'administration par l'intermédiaire du centre public d'aide sociale de la commune sur laquelle est implantée l'équipement touristique visé à l'article 2, § 3, au moyen du formulaire délivré par celui-ci.

§ 2. Pour être considérée comme complète, la demande d'allocation comporte :

1° un extrait du registre de la population établissant la composition du ménage du demandeur;

2° l'identification précise du logement occupé accompagnée de la preuve de son occupation par acte de propriété, contrat de bail ou attestation sur l'honneur et de son caractère salubre par attestation des autorités compétentes en la matière;

3° l'identification précise de l'habitation quittée accompagnée de la preuve visée à l'article 4, § 4, 2°, et de la preuve du respect de l'article 4, § 4, 3° ou 4°.

§ 3. Sous peine d'irrecevabilité, la demande d'allocation doit être reçue par le centre public d'aide sociale au plus tard dans les deux mois de l'occupation du logement salubre. »

Art. 6. A l'article 8, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les mots « , ou le centre public d'aide sociale en ce qui concerne l'allocation visée au § 3 de l'article 2, » sont insérés entre les mots « l'administration » et « informe »;

2° il est inséré un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. L'allocation visée à l'article 2, § 3, est liquidée par le centre public d'aide sociale au bénéficiaire dans les trente-huit jours de la réception de la demande complète »;

3° il est inséré un paragraphe 6 rédigé comme suit :

« § 6. Le centre public d'aide sociale transmet trimestriellement à l'administration un état récapitulatif des paiements d'allocations visées par l'article 2, § 3, une copie des décisions accompagnées des pièces justificatives visées à l'article 7bis, § 2, ainsi que des preuves de paiements.

Le remboursement intervient trimestriellement à l'initiative de l'administration pour toute allocation délivrée dans le respect des conditions posées par le présent arrêté. »;

4 ° il est inséré un paragraphe 7 rédigé comme suit :

« § 7 Le ministre peut déterminer le montant et les modalités de l'indemnisation du centre public d'aide sociale qui octroie au bénéficiaire l'allocation visée par l'article 2, § 3. »

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 10 octobre 2003.

Art. 8. Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 octobre 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Annexe

Liste des 27 communes signataires d'une convention de partenariat relative au plan HP approuvée par le Gouvernement wallon le 18 septembre 2003

Andenne
Anhée
Aywaille
Bastogne
Bernissart
Bruglette
Comblain-au-Pont
Couvin
Durbuy
Esneux
Estinnes
Fosses-la-Ville
Hastière
Honnelles
Hotton
Incourt
Lobbès
Mettet
Philippeville
Ramillies
Somme-Leuze
Sprimont
Tellin
Thuin
Vresse-sur-Semois
Wasseiges
Yvoir

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 octobre 2003 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 concernant l'octroi d'allocations de déménagement et de loyer en faveur de ménages en état de précarité et de personnes sans abri en vue d'instaurer, dans le cadre du plan d'action pluriannuel relatif à l'habitat permanent dans les équipements touristiques, une allocation d'installation.

Namur, le 24 octobre 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 4186

[C — 2003/201650]

24. OKTOBER 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 über die Gewährung von Umzugs- und Mietzulagen zugunsten von Haushalten in prekären Verhältnissen und von Obdachlosen, zwecks der Einführung einer Einzugszulage im Rahmen des mehrjährigen Aktionsplanes über das Ständige Wohnen in den touristischen Anlagen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Wohngesetzbuches, insbesondere des Artikels 2 und des § 3 von Artikel 14, so wie er sich aus seiner Abänderung durch Artikel 23 des Dekrets vom 15. Mai 2003 ergibt;

Aufgrund des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 über die Gewährung von Umzugs- und Mietzulagen zugunsten von Haushalten in prekären Verhältnissen und von Obdachlosen, in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 7. September 2000, vom 27. März 2001 und vom 13. Dezember 2001 abgeänderten Fassung;

In der Erwägung, dass die ganze Regierungspolitik von dem Vertrag für die Zukunft der Wallonie, der den Grundsatz der Chancengleichheit erneut bestätigt, geprägt wird, und dass «die Lebensqualität im Alltag der Männer und Frauen der Wallonie, die Qualität ihrer Umwelt, ihres Lebensraums, ihrer Mobilität, ein ständiges Anliegen der Regierung sein werden»;

In der Erwägung, dass in dem Merkblatt 43 «Wohnungswesen» die Regierung folgender Ansicht ist: «die Wohnungsbaupolitik könnte aktiv zur einer viel besseren Erfüllung der Wohnungsnot von den 8 500 Personen beitragen, die ständig in Campingplätzen und Wohnparks wohnhaft sind; dort leben manchmal Personen in prekären wirtschaftlichen Verhältnissen in einer Lage, die mit der Menschenwürde unvereinbar ist. Die Regierung macht den Vorschlag, einen Plan zur Lösung dieses Problems zu erarbeiten.»;

In der Erwägung, dass der mehrjährige Aktionsplan über das Ständige Wohnen in den touristischen Anlagen der Wallonie, nachstehend «Plan H.P.» genannt, am 13. November 2002 angenommen worden ist und dass er auf Beschluss der wallonischen Regierung vom 10. April 2003 Gegenstand eines Aufrufs zur Projekteinreichung bei den wallonischen Gemeinden gewesen ist;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung am 18. September 2003 die Partnerschaftsvereinbarungen der in der Anlage zum vorliegenden Erlass aufgeführten 27 Gemeinden bezüglich des Plans HP genehmigt hat;

In der Erwägung, dass sich dieser Plan auf eine Reihe von seit 1992 von der Wallonischen Region geführten oder unterstützten Initiativen, insbesondere auf ein im Jahre 1999 von der König-Baudouin-Stiftung erstelltes beschreibendes Verzeichnis stützt;

In der Erwägung, dass dieser Plan unter verschiedenen möglichen Aktionsrichtungen zur Lösung der Wohnungsnot in den betroffenen Gebieten die Einführung einer Prämie vorsieht zugunsten von in touristischen Anlagen ständig wohnhaften Haushalten, die in eine gesunde Wohnung umziehen;

In der Erwägung, dass die Regierung für die Anwendung des vorliegenden Erlasses erachtet, dass der durch Artikel 23 des Dekrets vom 15. Mai 2003 eingefügte § 3 von Artikel 14 des Wallonischen Wohngesetzbuches in Anwendung von Artikel 143, Absatz 1 des Dekrets vom 15. Mai 2003 am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses in Kraft getreten ist;

Aufgrund des am 10. Juni 2003 abgegebenen Gutachtens des «Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne» (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 18. April 2003 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 2. Mai 2003 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 6. August 2003 gegebenen Gutachtens 35.733/2/V des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1. - In dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 über die Gewährung von Umzugs- und Mietzulagen zugunsten von Haushalten in prekären Verhältnissen und von Obdachlosen wird Artikel 2 durch einen § 3 mit folgenden Wortlaut ergänzt:

«§ 3. Es wird eine Zulage den Haushalten gewährt, die in eine gesunde Wohnung einziehen und dabei aus einer von ihnen ständig bewohnten Unterkunft ausziehen, die in einer nachstehend genannten touristischen Anlage auf dem Gebiet einer im Anhang zum vorliegenden Erlass aufgeführten, mit der Wallonischen Region durch eine Partnerschaftsvereinbarung gebundenen Gemeinde gelegen ist:

1° entweder auf einem Camping- und Caravaningplatz im Sinne von Artikel 1 des Dekrets vom 4. März 1991 über die Betriebsbedingungen für die Camping- und Caravaningplätze;

2° oder in einem Wochenendwohnpark oder einem Feriendorf im Sinne von Artikel 141 und 144 des CWATUP (Wallonisches Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe) oder auf irgendwelchem Gelände mit Freizeitbestimmung, gelegen in einer hochwassergefährdeten Zone, so wie sie in dem Verzeichnis, das 1999 von der Wallonischen Region und der König-Baudouin-Stiftung aus bei den Gemeinden gesammelten Auskünften erstellt worden ist, oder durch die Regierung bestimmt worden ist.

Diese Zulage ist mit den im vorliegenden Artikel erwähnten Umzugs- und Mietzulagen kumulierbar.»

Art. 2. In - Artikel 4 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in § 3 werden die Wörter «und für die Anwendung von Artikel 2, §§ 1 und 2» zwischen die Wörter «Am Tag der Anmietung» und «muss der Antragsteller» eingefügt.

2° Es wird ein § 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 4. Für die Anwendung von Artikel 2 § 3:

1° muss der Antragsteller mindestens 18 Jahre alt sein oder für mündig erklärter Minderjähriger sein;

2° muss der Antragsteller mindestens seit dem 1. Januar 2002 eine Unterkunft in einer in Artikel 2, § 3 erwähnten touristischen Anlage bewohnen. Der Nachweis dieser Bewohnung wird entweder durch die Anmeldung in das Bevölkerungs- oder Fremdenregister oder durch eine Bescheinigung der Gemeinde oder des öffentlichen Sozialhilfezentrums erbracht;

3° muss der Antragsteller oder der Haushaltsangehörige, der Eigentümer der verlassenen Unterkunft ist, außerdem dieses Eigentumsrecht an die Gemeinde, in der die in Artikel 2, § 3 erwähnte touristische Anlage niedergelassen ist, unentgeltlich abtreten oder den Abbruch dieser Unterkunft durch die vorgenannte Gemeinde schriftlich erlauben. Der Abbruch kann ebenfalls in Anwendung von Artikel 133 und 135 des Gemeindegesetzes oder von Artikel 7 des Wallonischen Wohngesetzbuches durch Beschluss des Bürgermeisters erfolgen;

4° muss der Antragsteller oder der Haushaltsangehörige, der die verlassene Unterkunft mietet, außerdem den Mietvertrag, der ihn mit dem bzw. den Eigentümer(n) der Unterkunft bindet, kündigen;

5° darf das Einkommen des Haushalts, von dem ein Mitglied Antragsteller ist, das Einkommen der Haushalte mit mittlerem Einkommen im Sinne von Artikel 1, 31° des Wallonischen Wohngesetzbuches nicht übersteigen.»

Art. 3. - Artikel 5 desselben Erlasses, dessen erster Absatz zum § 1 wird und deren Absätze 2 bis 6 zum § 2 werden, wird durch ein § 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«§ 3. Die in Artikel 2, § 3 erwähnte Zulage beträgt € 5.000, wenn mindestens ein Haushaltsangehöriger Eigentümer der verlassenen Unterkunft ist. Sie beträgt € 1.240, wenn kein Haushaltsangehöriger Eigentümer der verlassenen Unterkunft ist.

Sie wird um € 250 pro unterhaltsberechtigtes Kind erhöht.

Diese Zulage wird nur einmal pro Haushalt gewährt.»

Art. 4. - In Artikel 7, § 1 desselben Erlasses werden die Wörter «Der Antrag auf Zulagen wird» durch die Wörter «Für die Anwendung von Artikel 2, § 1 und 2 wird der Antrag auf Zulagen» ersetzt.

Art. 5. - Es wird ein Artikel 7 bis mit folgendem Wortlaut in denselben Erlass eingefügt:

«§ 1. Für die Anwendung von Artikel 2 § 3 wird der Antrag durch Vermittlung des öffentlichen Sozialhilfezentrums der Gemeinde, in der die in Artikel 2, § 3 erwähnte touristische Anlage niedergelassen ist, anhand des von dem ÖSHZ ausgestellten Formulars an die Verwaltung gerichtet.

§ 2. Damit der Antrag auf eine Zulage als vollständig betrachtet werden kann, muss er das Folgende enthalten:

1° den Auszug aus dem Bevölkerungsregister zur Bescheinigung der Haushaltszusammensetzung des Antragstellers;

2° die genaue Identifizierung der bewohnten Wohnung, zusammen mit dem Nachweis ihrer Bewohnung, der durch eine Eigentumsurkunde, einen Mietvertrag oder eine Ehrenworterklärung erbracht wird, und mit dem Nachweis ihrer gesundheitlichen Zuträglichkeit, der durch eine Bescheinigung der dafür zuständigen Behörden erbracht wird;

3° die genaue Identifizierung der verlassenen Unterkunft zusammen mit dem in Artikel 4, § 4, 2° erwähnten Nachweis und dem Nachweis, dass Artikel 4, § 4, 3° oder 4° eingehalten wird.

§ 3. Unter Gefahr der Unzulässigkeit muss der Antrag auf eine Zulage spätestens innerhalb 2 Monaten ab dem Einzug in die gesunde Wohnung beim öffentlichen Sozialhilfezentrum eintreffen.».

Art. 6. - In Artikel 8 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 werden die Wörter «, oder das öffentliche Sozialhilfezentrum, was die in § 3 von Artikel 2 erwähnte Zulage betrifft,» zwischen die Wörter «die Verwaltung» und «den Antragsteller» eingefügt.

2° Es wird ein § 5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 5. Die in Artikel 2, § 3 erwähnte Zulage wird dem Begünstigten durch das öffentliche Sozialhilfezentrum innerhalb achtunddreißig Tagen nach Empfang des vollständigen Antrags ausgezahlt.»

3° Es wird ein § 6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 6. Das öffentliche Sozialhilfezentrum übermittelt der Verwaltung quartalweise eine zusammenfassende Übersicht der Zahlungen bezüglich der in Artikel 2 § 3 erwähnten Zulagen, eine Abschrift der Beschlüsse zusammen mit den in Artikel 7bis § 2 erwähnten Beweisstücken, sowie Zahlungsbelege.

Die Rückzahlung erfolgt quartalweise auf Initiative der Verwaltung für jede Zulage, die unter Einhaltung der durch den vorliegenden Erlass auferlegten Bedingungen gewährt wird.»

4 ° Es wird ein § 7 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 7 Der Minister kann den Betrag und die Modalitäten für die Entschädigung des öffentlichen Sozialhilfezentrums, das dem Empfänger die in Artikel 2 § 3 erwähnte Zulage gewährt, bestimmen.»

Art. 7. - Der vorliegende Erlass tritt am 10. Oktober 2003 in Kraft.

Art. 8. - Der Minister des Wohnungswesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. Oktober 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Anhang

Liste der 27 Gemeinden, die eine von der Wallonischen Regierung am 18. September 2003 genehmigte Partnerschaftsvereinbarung bezüglich des Plans HP unterschrieben haben

Andenne
Anhée
Aywaille
Bastogne
Bernissart
Brugelette
Comblain-au-Pont
Couvin
Durbuy
Esneux
Estinnes
Fosses-la-Ville
Hastière
Honnelles
Hotton
Incourt
Lobbès
Mettet
Philippeville
Ramillies
Somme-Leuze
Sprimont
Tellin
Thuin
Vresse-sur-Semois
Wasseiges
Yvoir

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Oktober 2003 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 über die Gewährung von Umzugs- und Mietzulagen zugunsten von Haushalten in prekären Verhältnissen und von Obdachlosen, zwecks der Einführung einer Einzugszulage im Rahmen des mehrjährigen Aktionsplanes über das Ständige Wohnen in den touristischen Anlagen beigefügt zu werden.

Namur, den 24. Oktober 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 4186

[C — 2003/201650]

24 OKTOBER 2003. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot toekenning van verhuis- en huurtoelagen aan gezinnen die in een preciaire toestand verkeren en aan daklozen met het oog, in het kader van het meerjaarlijkse actieplan betreffende het permanent wonen in toeristische voorzieningen, op een vestigingstoelage

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op artikel 2 en § 3 van artikel 14, zoals gewijzigd bij artikel 23 van het decreet van 15 mei 2003;

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot toekenning van verhuis- en huurtoelagen aan gezinnen die in een preciaire toestand verkeren en aan daklozen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 7 september 2000, 27 maart 2001 en 13 december 2001;

Overwegende dat het Toekomstcontract voor Wallonië, dat het principe van gelijke kansen herbevestigt, het geheel van het regeringsbeleid zal beïnvloeden « en dat de kwaliteit van het dagelijks leven van vrouwen en mannen in Wallonië, d.w.z. die van hun milieu, hun leefomgeving en hun beweeglijkheid, een voortdurende bekommernis van de Regering zal vormen »;

Overwegende dat, in fiche 43 « Huisvesting », de Regering van mening is dat « een huisvestingsbeleid op een actieve wijze beter zou kunnen inspelen op de behoeften aan een degelijke woning van de 8 500 permanente residenten in kampeerterreinen en residentiële parken; de bevolkingen in een economisch preciaire toestand verkeren daar soms in omstandigheden die onverenigbaar zijn met de menselijke waardigheid. De Regering stelt voor een plan op te maken om die problematiek op te lossen. »;

Overwegende dat het meerjaarlijkse Actieplan betreffende het permanent wonen in de toeristische voorzieningen van Wallonië, hierna het « PW-plan » genoemd, aangenomen werd op 13 november 2002 en onderworpen werd aan een oproep tot het indienen van projecten bij de Waalse gemeenten, op beslissing van de Waalse Regering van 10 april 2003;

Overwegende dat op 18 september 2003, de Waalse Regering de partnerschapsovereenkomsten betreffende het PW-plan van de 27 gemeenten bedoeld in bijlage bij dit besluit, heeft goedgekeurd;

Overwegende dat dit plan steunt op een geheel van initiatieven gevoerd of ondersteund door het Waalse Gewest sinds 1992 en met name op een beschrijvende inventaris opgemaakt door de Koning Boudewijnstichting in 1999;

Overwegende dat dit plan voorziet, onder verschillende actiepistes bestemd om in te spelen op het woningprobleem in de betrokken zonen, in de invoering van een premie toegekend aan de gezinnen van permanente bewoners die in een gezonde woning zijn herhuisvest;

Overwegende dat, voor de toepassing van dit besluit, de Regering acht dat, overeenkomstig artikel 143, eerste lid van het decreet van 15 mei 2003, § 3 van artikel 14 van de Waalse Huisvestingscode, zoals ingevoegd bij artikel 23 van het decreet van 15 mei 2003, in werking is getreden op de datum van inwerkingtreding van dit besluit;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne » (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 10 juni 2003;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 april 2003;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 2 mei 2003;

Gelet op het advies 35.733/2/V van de Raad van State, gegeven op 6 augustus 2003;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot toekenning van verhuis- en huurtoelagen aan gezinnen die in een preciaire toestand verkeren en aan daklozen, wordt artikel 2 aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

« § 3. Een toelage wordt toegekend aan gezinnen die, wegens herhuisvesting in een gezonde woning, een woonplaats ontruimen die ze permanent betrokken in één van hierna vermelde toeristische voorzieningen, gelegen op het grondgebied van een gemeente bedoeld in bijlage bij dit besluit, die een partnerschapsovereenkomst heeft gesloten met het Waalse Gewest :

1° hetzij op een kampeer-caravanterrein zoals bedoeld in artikel 1 van het decreet van 4 maart 1991 betreffende de voorwaarden voor het exploiteren van kampeer-caravanterreinen;

2° hetzij in een wekeindverblijfspark of een vakantiedorp, zoals bedoeld in de artikelen 141 en 144 van het « CWATUP » (Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium), of op elk ander terrein bestemd voor de vrije tijd, gelegen in een overstroombare zone zoals bepaald in de inventaris opgemaakt in 1999 door het Waalse Gewest en de Koning Boudewijnstichting op grond van de gegevens ingewonnen bij de gemeenten of zoals beschreven door de Regering.

Die toelage is cumuleerbaar met de in dit artikel bedoelde verhuis- en huurtoelagen. »

Art. 2. In artikel 4 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 3, worden de woorden « Voor de toepassing van artikel 2, §§ 1 en 2, » ingevoegd vóór de woorden « Op de datum van de huur »;

2° een paragraaf 4 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. Voor de toepassing van artikel 2, § 3 :

1° moet de aanvrager minstens 18 jaar oud of ontvoogde minderjarige zijn;

2° moet de aanvrager, sinds minstens 1 januari 2002, een woonplaats betrekken in een toeristische voorziening bedoeld in artikel 2, § 3. Die betrekking wordt bewezen hetzij door zijn inschrijving in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister, hetzij door een attest van de gemeente of van het O.C.M.W.;

3° moet de aanvrager of het gezinslid dat eigenaar is van de ontruimde woonplaats bovendien dit eigendomsrecht gratis afstaan aan de gemeente waarin de in artikel 2, § 3, bedoelde toeristische voorziening gevestigd is of de sloop van deze woonplaats door genoemde gemeente schriftelijk toestaan. De sloop kan ook plaatsvinden door beslissing van de burgemeester overeenkomstig de artikelen 133 en 135 van de gemeentewet of artikel 7 van de Waalse Huisvestingscode;

4° moet de aanvrager of het gezinslid dat huurder is van de ontruimde woonplaats, bovendien de overeenkomst ontbinden die hem bindt met de eigenaar(en) van de woonplaats;

5° mogen de inkomsten van het gezin waarvan een lid aanvrager is niet hoger zijn dan die van de gezinnen met een gemiddeld inkomen, in de zin van artikel 1, 31°, van de Waalse Huisvestingscode.

Art. 3. Artikel 5 van hetzelfde besluit, waarvan het eerste lid paragraaf 1 zal vormen en de leden 2 tot 6 paragraaf 2 zullen vormen, wordt aangevuld met een paragraaf 3 luidend als volgt :

« § 3. De in artikel 2, § 3, bedoelde toelage bedraagt € 5.000 indien ten minste één gezinslid eigenaar is van de ontruimde woonplaats. Ze bedraagt € 1.240 indien geen gezinslid eigenaar is van de ontruimde woonplaats. Ze wordt verhoogd met € 250 per kind ten laste.

Die toelage wordt enkel één keer per gezin verleend. »

Art. 4. In artikel 7, paragraaf 1, van hetzelfde besluit, worden de woorden « Voor de toepassing van artikel 2, §§ 1 en 2, » ingevoegd voor de woorden « wordt de premieaanvraag aan het bestuur gericht... ».

Art. 5. Een artikel 7bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd in hetzelfde besluit :

« § 1. Voor de toepassing van artikel 2, § 3, wordt de aanvraag gericht aan het bestuur door bemiddeling van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de gemeente waarin de in artikel 2, § 3, bedoelde toeristische voorziening gevestigd is, d.m.v. het door dit centrum afgegeven formulier.

§ 2. Om als volledig te worden beschouwd, moet de aanvraag om toelage de volgende elementen bevatten :

1° een uittreksel van het bevolkingsregister waarbij de samenstelling van het aanvragende gezin wordt vastgesteld;

2° de precieze identificatie van de betrokken woning samen met het bewijs van de betrekking d.m.v. een eigendomsakte, huurovereenkomst of attest op erewoord, en met het bewijs van zijn gezonde aard d.m.v. een attest van de bevoegde overheid;

3° de precieze identificatie van de ontruimde woonplaats samen met het in artikel 4, § 4, 2°, bedoelde bewijs en met het bewijs van de inachtneming van artikel 4, § 4, 3° of 4°;

§ 3. Op straffe van niet-ontvankelijkheid, moet de aanvraag om toelage ontvangen worden door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn uiterlijk binnen 2 maanden vanaf de betrekking van de gezonde woning. »

Art. 6. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « , of het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn wat betreft de in § 3 van artikel 2 bedoelde toelage » ingevoegd tussen de woorden « het bestuur » en « kennis »;

2° een paragraaf 5 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« § 5. De in artikel 2, § 3, bedoelde toelage wordt uitbetaald door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn aan de begunstigde binnen achtendertig dagen vanaf de ontvangst van de volledige aanvraag. »

3° een paragraaf 6 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« § 6. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn maakt om de drie maanden een overzichtslijst van de betalingen van de in artikel 2, § 3, bedoelde toelagen aan het bestuur over alsook een kopie van de beslissingen samen met de in artikel 7bis, § 2, bedoelde bewijsstukken en de betalingsbewijzen.

De terugbetaling wordt uitgevoerd om de drie maanden op initiatief van het bestuur voor elke toelage uitbetaald met inachtneming van de bepalingen van dit besluit. »;

4° een paragraaf 7 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« § 7. De Minister kan het bedrag en de modaliteiten vastleggen van de vergoeding van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn dat de begunstigde de in artikel 2, § 3, bedoelde toelage toekent. »

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 10 oktober 2003.

Art. 8. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 oktober 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

Bijlage

Lijst van de 27 gemeenten die een door de Waalse Regering goedgekeurde partnerschapsovereenkomst betreffende het PW-plan hebben ondertekend

Andenne
Anhée
Aywaille
Bastenaken
Bernissart
Brugelette
Comblain-au-Pont
Couvin
Durbuy
Esneux
Estinnes
Fosses-la-Ville
Hastière
Honnelles
Hotton
Incourt
Lobbes
Mettet
Philippeville
Ramillies
Somme-Leuze
Sprimont
Tellin
Thuin
Vresse-sur-Semois
Wasseiges
Yvoir

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 oktober 2003 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot toekenning van verhuis- en huurtoelagen aan gezinnen die in een preciaire toestand verkeren en aan daklozen met het oog, in het kader van het meerjaarlijkse actieplan betreffende de permanente woning in toeristische voorzieningen, op een vestigingstoelage.

Namen, 24 oktober 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN